



Numéro PPQ/6821

vendredi 11 avril 2014

ACTUALITES EN BREF DU VENDREDI

- Centrafrique : le HCR inquiet des attaques contre des civils fuyant vers le Cameroun
- A Washington, Ban appelle à investir dans la lutte contre les changements climatiques
- Syrie : Amos dénonce deux attentats meurtriers à la voiture piégée à Homs
- Venezuela : l'ONU salue le début d'un dialogue entre le gouvernement et l'opposition
- L'Italie porte secours à 6.000 personnes en Méditerranée en quatre jours, selon le HCR
- La Fondation arabe pour l'image et l'éditeur Mardam-Bey, lauréats du Prix UNESCO pour la culture arabe
- Le Secrétaire général attristé par les décès de deux personnalités des Caraïbes
- L'ONU exhorte l'Afrique à créer des institutions crédibles pour relancer l'industrialisation
- L'ONU encourage la Moldavie à redoubler d'efforts pour consolider les droits de l'homme
- Climat : forte hausse des émissions de gaz à effet de serre issues de l'agriculture en 50 ans – FAO

Centrafrique : le HCR inquiet des attaques contre des civils fuyant vers le Cameroun



Des réfugiés de la République centrafricaine dans un centre de transit au Cameroun. Photo UNHCR/M. Poletto

11 avril - Le HCR a fait part vendredi de sa vive préoccupation après avoir reçu des informations selon lesquelles des anti-balaka, les milices chrétiennes, bloquent les routes et attaquent des civils tentant de fuir la violence en République centrafricaine.

« Ces deux dernières semaines, nos collègues au Cameroun ont vu des réfugiés arriver avec des blessures de machettes. D'autres sont blessés par balles », a déclaré Melissa Fleming, porte-parole du HCR, lors d'un point de presse à Genève.

Des membres du personnel du HCR ont également vu un nombre croissant de personnes traverser la frontière vers le Cameroun via des points de passage frontière reculés afin d'échapper aux milices anti-balaka. Toutes les personnes qui fuient la République centrafricaine arrivent en très mauvaise santé.

« De nouveaux arrivants ont expliqué à nos collègues que les milices anti-balaka bloquent les routes principales au Cameroun, ce qui les oblige à marcher dans la brousse pendant deux à trois mois avant d'arriver à la frontière », a dit la porte-parole. « Les réfugiés ont également indiqué que des miliciens anti-balaka les avaient attaqués pendant la fuite en exil. »

La majorité des nouveaux arrivants – tous des musulmans, la principale cible des milices anti-balaka – sont des femmes, des enfants et des personnes âgées, a indiqué Melissa Fleming. Ils ont déclaré à des employés du HCR que les hommes sont restés en République centrafricaine pour créer des groupes d'auto-défense et protéger leur communauté ainsi que leur bétail.

« Le HCR appelle les anti-balaka à cesser d'empêcher les civils de fuir vers les pays voisins en quête de sécurité », a déclaré Mme Fleming. « Nous appelons également toutes les parties au conflit à renoncer à la violence. »

Malgré ces obstacles à leur évasion, quelque 10.000 personnes en moyenne par semaine traversent désormais depuis la



République centrafricaine vers l'est du Cameroun. La plupart des nouveaux arrivants viennent de la région de Boda, près de la République démocratique du Congo et de Bozoum, près du Tchad.

En collaboration avec ses partenaires, le HCR a augmenté le nombre de cliniques mobiles aux points d'entrée au Cameroun pour fournir des soins d'urgence à l'arrivée des réfugiés. L'organisation fournit également un appui aux dispensaires publics qui sont dépassés par le nombre de réfugiés et leur mauvais état de santé.

Parallèlement, le HCR a transféré quelque 20.000 réfugiés qui vivaient en plein air dans les zones frontalières de Garoua Bouai et de Kenzou. Ils sont désormais installés dans des sites qui ont été ouverts à Lolo, Mborguene, Gado et Borgop dans les régions de l'Est et de l'Adamoua.

En 2014, le Cameroun a déjà vu arriver 69.389 réfugiés centrafricains. Ceux-ci s'ajoutent aux 92.000 réfugiés qui avaient fui durant des vagues précédentes depuis 2004 pour échapper à des groupes rebelles et des bandits écumant le nord de leur pays.

De son côté, le Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afrique centrale, Abou Moussa, effectue actuellement une visite en République du Congo pour discuter avec les autorités de l'impact de la crise en République centrafricaine sur les pays de la région. Il doit ensuite se rendre en République démocratique du Congo.

Cette visite intervient alors que le Conseil de sécurité des Nations Unies a adopté jeudi une résolution créant une mission de maintien de la paix en République centrafricaine, la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA), qui comptera 12.000 casques bleus.

A Washington, Ban appelle à investir dans la lutte contre les changements climatiques



Le fjord d'Ilulissat, au Groënland. Photo ONU/Mark Garten

11 avril - A l'occasion d'une réunion sur le climat vendredi à Washington, le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, a appelé les gouvernements et le secteur privé à s'investir politiquement et financièrement dans la lutte contre les changements climatiques.

« Pour affronter les changements climatiques, il faut que tout le monde s'investisse. Il nous faut la meilleure science, les meilleures politiques et les meilleurs dirigeants, » a dit M. Ban dans un discours lors de cette réunion.

« Promettons aujourd'hui d'investir tous nos efforts, tout notre capital politique et toutes nos ressources financières pour créer un avenir durable, un avenir de sécurité, de dignité et d'opportunité pour l'humanité entière », a-t-il ajouté à l'adresse des participants de cette réunion.

Le Secrétaire général a également appelé les gouvernements à se mettre d'accord d'ici l'année prochaine sur un accord sur le climat contraignant qui soit à la fois réalisable et ambitieux.

Alors qu'il était à Washington, le Secrétaire général s'est également rendu au Pentagone, où il a rencontré le Secrétaire américain à la défense, Chuck Hagel.

Les deux hommes ont discuté des contributions américaines aux opérations de maintien de la paix des Nations Unies, de la réforme du maintien de la paix et des nouvelles technologies et innovations, a indiqué le porte-parole du Secrétaire général dans une note à la presse. Ils ont aussi discuté de l'Afghanistan et de la République centrafricaine.

Ban Ki-moon a également participé à Washington à une manifestation sur les investissements dans le secteur de la santé pour mettre fin à la pauvreté. Il a plaidé pour une couverture maladie universelle.

« La couverture maladie universelle peut être le modèle pour le 21^{ème} siècle. Elle fournit un accès à des services, prévient l'exclusion et protège les gens contre les risques financiers. Elle apportera plus que la santé, elle apportera l'équité, et contribuera à une vie digne pour tous », a souligné M. Ban dans un discours.

Syrie : Amos dénonce deux attentats meurtriers à la voiture piégée à Homs



Un garçon assis devant un bâtiment détruit à Homs, en Syrie. Photo PAM/Abeer Etefa

11 avril - La Secrétaire générale adjointe des Nations Unies aux affaires humanitaires, Valerie Amos, a vivement condamné deux attentats meurtriers à la voiture piégée dans une rue commerçante de la ville de Homs en Syrie qui ont tué plus de 20 personnes et blessé plus de 100 autres.

Selon Mme Amos, ces attentats rappellent le mépris que montrent les parties prenantes au conflit à l'égard de la vie humaine.

« La violence, la brutalité et les attaques sans distinction contre des gens ordinaires ont lieu depuis plus de trois ans en Syrie, et cela ne choque plus personne », a dénoncé Mme Amos

dans un communiqué de presse publié jeudi soir.

Parmi les victimes des attentats, on compte deux volontaires du Croissant rouge arabe syrien qui ont été blessés par la seconde explosion alors qu'ils étaient venus porter secours aux personnes blessées par la première explosion.

« Les attaques contre les civils sont des crimes de guerre et pourraient également constituer des crimes contre l'humanité. L'utilisation de voitures piégées, de barils d'explosifs, de bombardements aériens et de mortiers dans les quartiers résidentiels, sans distinguer entre les cibles civils et militaires sont des violations du droit humanitaire international », a rappelé Mme Amos.

La Secrétaire générale adjointe a souligné que le blocus de villes ou de quartiers entiers comme arme de guerre, le recrutement d'enfants pour le combat, et la violence sexuelle et sexiste contre des filles et des femmes sont des crimes odieux qui doivent cesser immédiatement.

« Il s'agit en effet d'une guerre, mais même les guerres ont des règles. Toutes les parties prenantes à ce conflit doivent immédiatement s'engager à respecter le droit humanitaire international », a indiqué Mme Amos.

Venezuela : l'ONU salue le début d'un dialogue entre le gouvernement et l'opposition



Le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon. Photo: ONU

11 avril - Le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, s'est félicité vendredi qu'un dialogue ait commencé au Venezuela entre le gouvernement et les membres de l'opposition politique.

M. Ban « salue en particulier les efforts de l'Union des nations sud-américaines (UNASUR), à l'invitation du Président Maduro, pour soutenir ce processus », a dit son porte-parole dans une déclaration à la presse.

« Il félicite à la fois le gouvernement et l'opposition pour s'être engagés publiquement à ce dialogue, qui est accompagné par un représentant du Saint-Siège et par les Ministres des affaires étrangères du Brésil, de la Colombie et de l'Équateur, représentant l'UNASUR, en tant que témoins », a-t-il ajouté.

Le Secrétaire général a exprimé ses meilleurs vœux de succès pour ce dialogue et s'est joint au Pape François pour appeler tous les acteurs à trouver un terrain commun pour surmonter les défis actuels rencontrés par le Venezuela.

L'Italie porte secours à 6.000 personnes en Méditerranée en quatre jours, selon le HCR



Des employés du HCR discutent avec des gens ayant traversé la Méditerranée vers l'Italie. Photo UNHCR/A. Belhazi

11 avril - Le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) a salué vendredi les efforts des autorités italiennes pour venir en aide aux demandeurs d'asile qui tentent de franchir la Méditerranée pour atteindre l'Europe, alors que 6.000 personnes ont été secourues en mer au cours des quatre derniers jours.

Les personnes secourues au large des côtes de la Sicile et de la Calabre se trouvaient à bord de plus de 40 bateaux et comprenaient beaucoup de femmes et d'enfants. Parmi les enfants se trouvaient des nouveau-nés et des enfants non accompagnés, a déclaré un porte-parole du HCR.

Ces personnes avaient pris la mer depuis Zouara en Libye et beaucoup fuyaient la violence, les conflits et la persécution. La plupart d'entre elles sont originaires de la Syrie, de l'Erythrée, de la Somalie, du Nigéria, de la Gambie, du Mali et du Sénégal.

La Méditerranée est l'une des voies maritimes les plus fréquentées au monde ainsi qu'une frontière dangereuse pour de nombreux demandeurs d'asile en quête de sécurité en Europe. Protéger les réfugiés tentant des traversées clandestines en quête de sécurité, souvent au côté de personnes se déplaçant pour d'autres raisons, s'avère un défi complexe.

« Le HCR continue d'exhorter les États à travailler conjointement pour porter secours à des personnes en mer, tout en recherchant des alternatives légales pour empêcher les gens de décider d'entreprendre ces traversées périlleuses », a déclaré Melissa Fleming, porte-parole du HCR, lors d'un point de presse à Genève.

La porte-parole a également déclaré qu'il fallait aussi une capacité suffisante et des installations de réception adéquates afin d'héberger les demandeurs d'asile et migrants secourus.

« Des installations de réception supplémentaires et une meilleure assistance aux arrivants, ainsi que l'identification de solutions durables pour eux, pourraient être établies avec le soutien de l'Union européenne », a déclaré Mme Fleming. « Le HCR se tient prêt à travailler avec les gouvernements et d'autres partenaires afin d'identifier des solutions à long terme en réponse à la situation actuelle. »

La marine italienne a débarqué les personnes secourues cette semaine dans les ports d'Augusta, de Catane, de Porto Empedocle, de Messine et de Pozzallo en Sicile et de Roccella Ionica, dans la région de la Calabre.

Depuis que les autorités italiennes ont mis en place l'opération de sauvetage Mare Nostrum en octobre 2013, suite aux naufrages tragiques au cours desquels quelque 600 personnes ont trouvé la mort, plus de 20.000 personnes ont été secourues en mer.

En 2014, le nombre d'arrivées par la mer en Italie s'élève désormais à environ 18.000 personnes. Près de 43.000 personnes étaient arrivées en 2013. Les Syriens fuyant la violence dans leur pays étaient majoritaires, avec plus de 11.300 arrivants.

La Fondation arabe pour l'image et l'éditeur Mardam-Bey, lauréats du Prix UNESCO pour la culture arabe



La Directrice générale de l'UNESCO, Irina Bokova. Photo UNESCO

11 avril - La Fondation arabe pour l'image, du Liban, et l'éditeur, écrivain et essayiste français Farouk Mardam-Bey sont les lauréats 2014 du Prix UNESCO-Sharjah pour la culture arabe. Ils ont été choisis par un jury international d'experts pour leur travail en faveur de la valorisation, de la diffusion et de la promotion de la culture arabe, a annoncé vendredi l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO).

La Fondation arabe pour l'image est une organisation à but non lucratif qui collecte, préserve et documente les photographies du monde arabe et de sa diaspora. Créée en 1997, la Fondation organise des expositions, des collaborations et des échanges internationaux.

Elle encourage les artistes et valorise leur travail, au travers d'un important réseau régional. Au vu des bouleversements que connaît le monde arabe actuellement, le travail de la Fondation joue un rôle primordial pour la conservation et la promotion de l'histoire de la région, que ce soit sur le plan sociopolitique, économique, mais aussi artistique et culturel. Après l'Arab British Center, couronnée l'année dernière, c'est la deuxième fois qu'une institution se voit remettre le prix.

Farouk Mardam-Bey est, depuis une vingtaine d'années, le plus important éditeur de littérature arabe traduite en France. Tout au long de sa carrière, il a su faire connaître au public — français, mais également européen — les incontournables de la littérature arabe classique, ainsi que les plus grands auteurs contemporains, témoins de l'ébullition du monde arabe.

Son expérience de traducteur, consultant culturel, responsable de bibliothèques prestigieuses (dont celles de l'Institut national des langues et civilisations orientales et de l'Institut du monde arabe), de rédacteur de revues, en plus de son travail d'écrivain et de penseur, agit dans le sens du vivre-ensemble et du dialogue interculturel.

Créé à l'initiative du gouvernorat de Sharjah, aux Émirats arabes unis, le Prix UNESCO-Sharjah pour la culture arabe a pour vocation de récompenser les efforts de deux personnalités ou organisations, l'une originaire du monde arabe et l'autre d'un pays non arabe, ayant contribué de manière significative au développement, à la diffusion et à la promotion de la culture arabe dans le monde. Il s'ouvre depuis cette année à deux nouvelles disciplines : la photo et l'édition. Le Prix est doté d'un montant de 60.000 dollars réparti à égalité entre les deux lauréats.

Le Secrétaire général attristé par les décès de deux personnalités des Caraïbes



Le Secrétaire général Ban Ki-moon. Photo: ONU

11 avril - Le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, s'est dit profondément attristé par le décès de l'ancien Premier ministre et Président de Trinité-et-Tobago, A.N.R (Ray) Robinson, et par la mort de Norman Girvan, de la Jamaïque, qui était son Représentant personnel pour le différend frontalier entre le Guyana et le Venezuela depuis avril 2010.

Le Secrétaire général a qualifié M. Robinson de « champion de la justice internationale et un des principaux architectes de la Cour pénale internationale (CPI). » Il a présenté « ses sincères condoléances à la famille de M. Robinson et au gouvernement et au peuple de Trinité-et-Tobago », a dit son porte-parole dans une déclaration à la presse publiée jeudi soir.

Dans une déclaration à la presse séparée, le Secrétaire général a également présenté ses sincères condoléances à la famille de M. Girvan et aux gouvernements et aux peuples de la région des Caraïbes.

Selon lui, Norman Girvan était un des intellectuels caribéens les plus distingués de son temps. Il s'est tout particulièrement consacré à la promotion de l'intégration régionale dans les Caraïbes et en Amérique latine. Cet engagement lui a valu le respect et l'admiration de toute la région.

« Le Secrétaire général est reconnaissant pour la contribution de Norman Girvan au processus de bons offices des Nations Unies entre le Guyana et le Venezuela. Les progrès réalisés au cours de son mandat ont été reconnus par les Chefs d'État du Guyana et du Venezuela et font partie intégrante de son héritage considérable », a ajouté le porte-parole.

L'ONU exhorte l'Afrique à créer des institutions crédibles pour relancer l'industrialisation



Des ouvriers assurent la maintenance d'une usine d'énergie thermique à Takoradi, au Ghana. Photo Banque mondiale/Jonathan Ernst

11 avril - Les pays africains devraient adopter des politiques industrielles crédibles et promouvoir des organisations efficaces chargées de la politique industrielle afin de renforcer la transformation structurelle du continent, estiment la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA) et la Commission de l'Union africaine (UA) dans un nouveau rapport publié vendredi.

Dans ce rapport, l'ONU et l'UA affirment que la transformation du paysage industriel de l'Afrique a échoué en partie parce que les pays ont utilisé des schémas industriels marqués par le manque de dynamisme et l'absence de coordination au niveau élevé, de même que l'inadéquation des consultations avec les parties prenantes.

« Jusqu'ici, l'examen de l'échec de l'Afrique en matière d'industrialisation ignorait les processus d'élaboration des politiques et les institutions régissant la politique industrielle en Afrique, ou l'impact de leurs faiblesses intrinsèques sur l'industrialisation », souligne le rapport. « En effet, la faiblesse des structures institutionnelles et la médiocre conception des politiques sont la cause du problème de politique industrielle de l'Afrique tout au long de son histoire après l'indépendance ».

Tout en reconnaissant la croissance économique impressionnante enregistrée par l'Afrique au cours de la décennie écoulée sur fond de renchérissement des produits de base, d'amélioration de la gouvernance et d'augmentation de la demande intérieure ainsi que d'expansion des liens en matière de commerce et d'investissement avec les pays émergents, le rapport précise que l'industrialisation est un « préalable à la réalisation par l'Afrique d'une croissance économique inclusive et durable ».

Au-delà d'une analyse des problèmes d'industrialisation du continent et compte tenu de l'expérience des pays du Sud en voie d'industrialisation, le rapport offre un cadre institutionnel pour concevoir et mettre en œuvre la politique industrielle en Afrique. Le rapport estime que la coordination de haut niveau du cadre de politique industrielle est nécessaire pour faire face aux problèmes potentiels qui pourraient miner l'efficacité de la politique industrielle.

Concernant la mise en place d'une infrastructure moderne et de la logistique nécessaire pour l'industrialisation, le rapport exhorte les gouvernements qui disposent de peu de ressources à créer des infrastructures isolées centrées sur les besoins sectoriels ou les domaines thématiques de l'expansion industrielle.

Il recommande les parcs industriels comme approche qui « présente de fortes possibilités de croissance et de création de valeur ajoutée ainsi que de développement de liens solides, de même que des chances d'enregistrer des retombées connexes au sein des entreprises, des fournisseurs et des prestataires de services ».

L'ONU encourage la Moldavie à redoubler d'efforts pour consolider les droits de l'homme



La Haut-Commissaire adjointe aux droits de l'homme, Flavia Pansieri. Photo: ONU

11 avril - A l'issue d'une visite cette semaine en Moldavie, la Haut-Commissaire adjointe des Nations Unies aux droits de l'homme, Flavia Pansieri, a salué vendredi les mesures prises par les autorités de ce pays pour renforcer le respect des droits de l'homme et elles les a encouragées à redoubler d'efforts pour aller plus loin, notamment dans le domaine de l'éducation et de lutte contre les discriminations.

« Au cours de ma visite, j'ai eu des discussions ouvertes et amicales sur de nombreuses questions des droits de l'homme avec le Président moldave, le Président et des membres du Parlement, des représentants du gouvernement et de la société civile », a expliqué Mme

Pansieri lors d'une conférence de presse dans la capitale Chisinau.

« La Moldavie est dotée d'une diversité remarquable, ethnique, religieuse, culturelle et linguistique, et cette diversité doit être cultivée pour renforcer la démocratie moldave. Les principes de non-discrimination et de droits des minorités sont essentiels pour assurer le succès de ces efforts », a-t-elle ajouté.

Mme Pansieri a affirmé que la communauté Rom continue de faire face à des discriminations en Moldavie, malgré la récente mise en oeuvre de politiques destinées à combattre les discriminations et l'exclusion des Roms. Selon elle, il existe encore des classes appliquant la ségrégation dans certaines écoles moldaves et les Roms ne sont pas représentés parmi les élus du pays.

« J'ai également soulevé la question des tensions concernant les minorités linguistiques et la sensibilité concernant la place de la langue russe dans la sphère publique. J'ai encouragé la Moldavie à accepter la diversité et de la considérer comme une richesse et de protéger les droits de toutes les minorités en tant que principe pour une société inclusive et stable », a affirmé la Haut-Commissaire adjointe.

Climat : forte hausse des émissions de gaz à effet de serre issues de l'agriculture en 50 ans – FAO



Photo: WMO/Olga Khoroshunova

11 avril - Les émissions de gaz à effet de serre issues de l'agriculture, des forêts et des pêches ont quasiment doublé au cours des cinquante dernières années et pourraient continuer à augmenter de 30% d'ici 2050, si les efforts pour les réduire ne sont pas intensifiés, selon de nouvelles estimations de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) publié vendredi.

C'est la première fois que la FAO publie ses propres estimations mondiales des émissions de gaz à effet de serre issues de l'agriculture, de la foresterie et d'autres utilisations des terres contribuant au cinquième Rapport d'évaluation du Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat (GIEC).

Les émissions de l'agriculture et de l'élevage sont passées de 4,7 milliards de tonnes d'équivalent CO₂ en 2001 à plus de 5,3 milliards de tonnes en 2011, soit une hausse de 14%, traduisant essentiellement une expansion des productions agricoles totales dans les pays en développement.

Les émissions nettes de gaz à effet de serre dues aux changements d'affectation des terres et à la déforestation ont affiché un recul de près de 10% au cours de la période 2001-2010, soit en moyenne 3 milliards de tonnes d'équivalent CO₂/an, grâce à une baisse de la déforestation et une hausse des volumes de carbone atmosphérique piégés dans de nombreux pays.

Dans le même temps, quelque 2 milliards de tonnes équivalent CO₂/an ont été absorbées par les puits de carbone forestiers.

Les données de la FAO basées sur les rapports des pays montrent que si ces émissions continuent à croître, elles augmentent moins que les émissions de combustibles fossiles d'autres secteurs, de sorte que la part du secteur de l'agriculture, de la foresterie et d'autres utilisations des terres sur le total des émissions anthropiques est en recul.

La première source d'émissions de gaz à effet de serre dans l'agriculture est la fermentation entérique, c'est-à-dire le méthane provenant des rots et flatulences issus de la digestion des ruminants. Elle représentait 39% des émissions totales de gaz à effet de serre du secteur en 2011, et a augmenté de 11% entre 2001 et 2011.

Les émissions issues de l'application d'engrais synthétiques représentaient 14% des émissions agricoles (725 millions de tonnes équivalent CO₂) en 2011. C'est la source d'émissions agricoles qui augmente le plus rapidement (environ 37% depuis 2001).

Les émissions de méthane dans les rizières représentent 10% du total des émissions agricoles, et les feux de savane 5%.

En 2011, 45% des émissions de gaz à effet de serre liées à l'agriculture ont eu lieu en Asie, suivie des Amériques (25%), de l'Afrique (15%), de l'Europe (11%) et de l'Océanie (4%), selon les données de la FAO. Cette répartition régionale est restée relativement stable au cours de la dernière décennie. En 1990 toutefois, la contribution de l'Asie au total mondial était inférieure (38%), tandis que celle de l'Europe était beaucoup plus importante (21%).